

**DÉCISION N°201/2018 DU 18 JANVIER 2018**

**CONTRAT DE CESSION POUR LE SPECTACLE DE MARDI GRAS  
Prise en charge des frais liés au spectacle**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la délibération n°303/2017 du 24 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, notamment son article 42-2 ;
- VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, notamment son article 27 ;
- VU** la licence d'entrepreneurs de spectacles vivants 1 et 3 – 2017/1 en date du 23 juin 2017 ;
- VU** les crédits votés au budget territorial pour l'exercice 2018 ;
- VU** la programmation des spectacles proposée par le Pôle Développement Attractif ;

**DÉCIDE**

**Article 1** : Suite à la signature du contrat autorisé par délibération n°303/2017 susvisé, notamment son article 1, la Collectivité Territoriale proposera le spectacle de Mardi Gras pour les enfants âgés de 7 à 12 ans le mardi 13 février 2018 à 14 h 30 au Centre Culturel et Sportif.

Le coût de la prestation s'élève à 2 180 \$ (dollars canadiens) et fera l'objet d'un paiement au producteur conformément aux termes du contrat.

**Article 2** : La Collectivité Territoriale prendra en charge :

- Les frais de transport et de déplacement aller-retour Montréal/Miquelon ;
- Les frais d'hébergement et de repas ;
- Les frais précisés au contrat signé avec la production (frais de loge, restauration lors des répétitions, etc, ...) ;
- Les frais de surpoids de bagages et de transport sur l'île.

Ces dépenses feront l'objet d'un paiement direct aux fournisseurs ou seront remboursés, en cas de frais avancés, sur présentation de justificatifs.

**Article 3** : La prise en charge est accordée pour Messieurs David JACQUES et Sylvain NEAULT dont l'arrivée est prévue le 12 février et le départ le 14 février 2018.

**Article 4** : Les dépenses prévues aux articles 1 et 2 sont imputables au budget territorial 2018 – chapitre 011 -.

**Article 5** : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Transmis au représentant de l'État**

**Le 05/02/2018**

**Publié le 05/02/2018**

**ACTE EXÉCUTOIRE**

**Le Président,**

**Stéphane LENORMAND**

#### **PROCÉDURES DE RECOURS**

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (\*)

(\*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.